

Cahier des Prescriptions Spéciales (C.P.S)
Appel d'offres ouvert sur offres simplifié de prix n ° 1/FSR/2024
(Séance publique)

Objet : *Gestion de centre tirage et photocopie de la Faculté des Sciences de Rabat siège central – Annexe I – Annexe II (Lot Unique)*

Destinataire : Faculté des Sciences
Avenue Ibn Battouta Agdal. B .P. 1014 - Rabat



Cahier des Prescriptions Spéciales (C.P.S)

Appel d'offres ouvert sur offres simplifié de prix n ° 1/FSR/2024(Lot Unique)

(Séance publique)

Gestion de centre tirage et photocopie de la Faculté des Sciences de Rabat siège central – Annexe I – Annexe II (Lot Unique)

Appel d'offres ouvert sur offres simplifié de prix en séance publique, en application des dispositions du Décret relatif aux marchés publics N° 2-22-431 BO n° 7184 du 16 chaabane 1444 (09 Mars 2023)

Article 1 : Objet d'appel d'offres

Le présent appel d'offres a pour objet : *Gestion de centre tirage et photocopie de la Faculté des Sciences de Rabat siège central – Annexe I – Annexe II (Lot Unique)*

Il est entendu que cette gestion ne signifie nullement, cession ou transfert, à quelque titre que ce soit. Les équipements et services proposés devront être conformes aux spécifications techniques contenues dans le présent C.P.S.

Il est entendu que cette gestion ne signifie nullement, cession ou transfert, à quelque titre que ce soit.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Les obligations du soumissionnaire pour l'exécution du contrat résultant du présent appel d'offres résulteront de l'ensemble des documents suivants:

- 1-Le présent cahier des prescriptions spéciales (C.P.S) ;
- 2-L'offre du concessionnaire ;
- 3-L'acte d'engagement;
- 4-Le bordereau des prix détail estimatif.

ARTICLE 3 : TEXTES GENERAUX

Le titulaire du marché sera soumis aux dispositions des textes généraux énumérés ci-après:

- Le Décret relatif aux marchés publics N° 2-22-431 BO n° 7184 du 16 chaabane 1444 (09 Mars 2023)
- La loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes promulguée par le dahir n° 1-03-195 du 16 ramadan 1424 (11 novembre 2003).
- *Du Cahier des prescriptions communes applicables aux travaux dépendant de l'Administration des Travaux Publics, comme ce cahier est défini par la Circulaire n° N-6019 T.P.C du 07/05/1972.*
- La Circulaire n° 6011-T.P. du 02/03/1962 stipulant que les prix s'entendent toutes taxes comprises T.V.A.
- La Circulaire n°4-59-SGG du 12/01/1959, relative à l'origine marocaine des produits, fournitures et matériaux.
- L'Instruction présidentielle n°4390-SGG du 08/06/1957 prescrivant obligatoirement l'emploi des produits et matériaux de production marocaine.
- La législation et la réglementation du travail et notamment les Dahirs du 21 mars 1943 et 27 décembre 1944 concernant les accidents du travail, ainsi que les textes portant réglementation des salaires.
- Les textes officiels réglementant la législation du travail.
- Le Dahir n°1.06.232 instituant la TVA en date du 10 Hijja 1427 (01/01/2007).
- Règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements relevant du public (Arrêté du 23-5-56).

L'Entrepreneur devra, s'il ne les possède pas se procurer ces brochures auprès des services compétents.

L'Entrepreneur ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ces documents pour se soustraire aux obligations qui en découlent.

ARTICLE 4 : DUREE DU CONTRAT

Le contrat de gestion qui découlera du présent CPS sera valable pour **une durée d'une année**, à compter du lendemain de la notification ordre de service par le Doyen, **renouvelable par tacite reconduction, sans pour autant dépasser une période maximale de 3 (trois) ans.**

Le renouvellement sera notifié par lettre de reconduction adressée par Mr. Le Doyen au titulaire. Cette lettre sera adressée au titulaire un mois avant l'expiration de la durée réglementaire d'une année de service.

En cas de désistement pour ce renouvellement, le titulaire est tenu d'aviser le maître d'ouvrage dans un délai ne dépassant pas 05 jours à partir du lendemain de la réception de la lettre de renouvellement. Dans ce cas le titulaire est tenue de libérer les locaux et procéder à l'enlèvement de son matériel dans un délai ne dépassant pas 05 jours à compter du lendemain de la date d'expiration d'une année de service; à défaut de quoi le matériel sera enlever et déposer au magasin de la Faculté des Sciences au risque et péril du titulaire qui endossera à lui seul toute responsabilité de son matériel. Aucune réclamation ne sera admise à cet effet.

ARTICLE 5 : VALIDITE DU CONTRAT

Le contrat résultant du présent appel d'offres ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après la notification de son approbation par le maître d'ouvrage.

L'approbation de marché est notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis. Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément aux dispositions du Décret relatif aux marchés publics N° 2-22-431 BO n° 7184 du 16 chaabane 1444 (09 Mars 2023), le délai d'approbation ci-dessus est majoré d'autant de jours acceptés par le concessionnaire l'attributaire.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Lorsque le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit avant l'expiration du délai visé à l'alinéa premier ci-dessus, lui proposer par lettre recommandée avec accusée de réception, par fax confirmé ou par tout moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Le maître d'ouvrage établit un rapport, dûment signé par ses soins, relatant les raisons de la non approbation dans le délai imparti. Ce rapport est joint au dossier du marché

ARTICLE 6 : CAUTIONNEMENT

Le cautionnement provisoire sont fixés à **4000,00 Dhs (Quatre Mille dirhams).**

Le cautionnement provisoire sera libéré immédiatement après constitution de la caution définitive. Pour les concurrents non retenus ladite caution sera restituée après adjudication du marché. Toutefois, les cas de saisie de la caution provisoire prévus par le **CCAG-T** sont appliqués.

Il est prévu un cautionnement définitif fixé à 3% du montant initial du marché. Ce cautionnement ne sera restitué au titulaire qu'après l'expiration du contrat et vérification que les locaux ne sont pas endommagés par le fait du titulaire.

ARTICLE 07 : INFORMATIONS ET RENSEIGNEMENTS

Du seul fait de la signature du contrat, le soumissionnaire reconnaît avoir reçu de la Faculté des Sciences de Rabat toutes les indications générales qui lui sont nécessaires pour l'exécution du contrat; il est réputé être parfaitement renseigné sur les moyens et conditions d'exécution du Marché. De ce fait, le soumissionnaire ne pourra soulever aucune réclamation, ne prétendre à aucune indemnité par suite de mésestimation des risques ou de toutes autres mésestimations pouvant porter atteinte à l'exécution du marché.

ARTICLE 08 : ASSURANCES

Le titulaire du contrat est tenu de se souscrire à une assurance à ses frais couvrant le personnel, le matériel, le local tout risque (Responsabilité civile, Accident de travail), auprès d'une entreprise d'assurance agréée par le Ministère des finances à cet effet.

Toutefois, le prestataire devra se conformer aux dispositions en vigueur relatives aux accidents prévus par la législation du travail.

*Dans les **dix jours** qui suivent la notification de l'approbation du contrat de concession, le titulaire sera tenu de produire un certificat de souscription d'une police contre tous les risques prévus par la législation en vigueur sur les accidents et tous les risques découlant de son activité professionnelle.*



Article 09 : Notification Approbation du Marché

L'exploitant dispose d'un délai de Dix (10) jours à partir du lendemain du jour de la notification de l'approbation du présent marché par Mr. Le Doyen, pour :

- a) Constituer une caution définitive
- b) Constituer une retenue de garantie d'un Montant de 7% du Marché
- c) Produire les attestations d'Assurance ;
- d) s'acquitter du montant de la redevance annuelle par versement au nom de la Faculté des Sciences au compte bancaire N° 310810100002400 40219 0148 ouvert à **Trésorerie Générale du Royaume** Rabat.
- e) Equiper le Centre de tirage au complet permettant de commencer l'exploitation :

Pour siège central (Lot 1)

- 03 Photocopieurs dont une en couleur (Trieuse/Agrafeuse-différents formats A3, A4..)
- Machine de reliure à Spirale et à chaud
- Agrafeuse Grand-Moyenne-petit
- Matériel nécessaire pour traitement de texte et impression Noir et blanc et en couleur (PC-Imprimante NB&C-Scanner....)
- Papier 80 g A4 et A3

Pour Annexe I et II (Lot 2)

- 02 Photocopieurs pour chaque annexe dont une en couleur (Trieuse- différent format A3 A4..)
- Machine de reliure à Spirale et à chaud
- Agrafeuse Grande – Moyenne - petite
- Matériel nécessaire pour traitement de texte et impression Noir et blanc et en couleur (PC-Imprimante NB&C -Scanner....)
- Papier 80 g A4 et A3

Tout le matériel destiné à l'équipement du centre de tirage doit être un matériel neuf, tout matériel d'occasion ne sera pas accepté.

Article 10 : Ordre de service de commencement de l'exploitation

Le Doyen notifie au titulaire l'ordre de service l'invitant à commencer l'exploitation des locaux, pour cela l'exploitant doit Commencer l'exploitation.

L'exploitant dispose d'un délai de Dix (10) jours à partir du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service l'invitant à commencer les prestations pour commencer l'exploitation des locaux mis à sa disposition.

Si après l'expiration de ce délai l'exploitant n'a pas encore commencé l'exploitation des locaux le maître d'ouvrage le met en demeure sous peine de commencer les prestations dans un délai de 10 jours.

Passé ce délai la Faculté des sciences est en pleine droit de résilier le Marché est de prendre les mesures réglementaires qui s'imposent.

ARTICLE 11 : mode de jugement : le marché issu du présent appel d'offres est passé en lot unique.

ARTICLE 12 : OBLIGATIONS DE LA FACULTE

La Faculté met à la disposition du titulaire :

- un local vide alimenté d'électricité – Faculté des sciences Siège Central
- un local vide alimenté d'électricité - Annexe I
- un local vide alimenté d'électricité - Annexe II

ARTICLE 13 : REDEVANCE

Le titulaire s'engage à payer une redevance annuelle payable *d'avance, qui sera versée au nom de la Faculté* au compte bancaire N° 310810100002400 40219 0148 ouvert à **Trésorerie Générale du Royaume** Rabat,
Voir Article n° 09

ARTICLE 14 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire du contrat issu du présent appel d'offres a la charge des prestations et obligations listées ci-dessous.

Le local :

- A la cession du local au titulaire, **un état des lieux** sera établi et dûment cosigné par les deux partenaires.
- A l'expiration du contrat, le local doit être restitué à l'état où il a été cédé le premier jour.

- Tout aménagement complémentaire des locaux doit faire l'objet d'un accord préalable du maître d'ouvrage, et ne pourra en aucun cas être indemnisé. Toute détérioration ou usure des installations des locaux à exploiter sont à la charge du titulaire
- En cas de fermeture provisoire des locaux, ordonnée par les autorités administratives pour raison de sécurité ou autres, le titulaire ne pourra sous aucun prétexte réclamer une indemnité, ni une déduction de la redevance annuelle qu'il aura à verser ;

Le Personnel :

- Le titulaire recrutera en nombre suffisant le personnel nécessaire à la gérance des centres de tirage. Ce personnel sera employé sous sa responsabilité et relève de sa hiérarchie. Il s'engage à appliquer les textes légaux et réglementaires en vigueur en matière de sécurité, de la législation du travail et de la sécurité sociale.
- L'ensemble du personnel à la charge du Titulaire devra être immédiatement identifiable par le port d'une tenue. Les tenues seront fournies et entretenues par le ou les prestataires. Ces tenues devront être adaptées au maintien d'une hygiène rigoureuse, une coiffe adéquate.
- En ce qui concerne l'hygiène du personnel, le ou les Titulaires devra mettre en application toutes les mesures réglementaires prévues.
- Le personnel du Titulaire devra faire preuve d'un comportement irréprochable vis à vis des tiers et notamment des convives. Ainsi, une attention particulière sera apportée à la courtoisie et à la présentation du personnel.
- De même, il est tenu de faire fonctionner ce service avec sérieux, célérité et donner un maximum de satisfaction aux usagers et ce dans le strict respect des règlements intérieurs de l'établissement.

Le tarif :

- la liste des tarifs doit être affichée de façon apparente (En arabe et en français). Elle doit porter la signature conjointe de la faculté et du titulaire de présent marché (voir article 17);
- Ces prix ne peuvent en aucun cas être modifiés sans l'accord écrit de l'administration.

L'horaire :

- Les Centres de tirages fonctionneront les jours ouvrable de la semaine de 7h30 à 17h30 pendant la période automne-hiver et jusqu'à 18h30 pendant la période printemps -été.
- le local sera fermé au mois du congé annuel d'été et pendant les vacances universitaires programmées par le ministère de tutelle.
- Toutefois la faculté se réserve le droit de modifier ces horaires en cas de besoin.

Article 15 : Tarifs des diverses prestations

Prestations	Prix en DH/Page
Photocopie A4 NB	0,25
Photocopie A3 NB	0,50
Photocopie A4 C	0,70
Photocopie A3 C	2
Traitement de texte (1 page)	1
Impression A4 NB	0,25
Impression A3 NB	1
Impression A4 C	0,70
Impression A3 C	2
Polycopiés	0,25

Le titulaire pourrait être autorisé à ajouter des prestations. Les prix seront étudiés avec la Faculté des Sciences avant de les afficher.

ARTICLE 16 : PENALITES

Les pénalités prévues par le contrat issu du présent appel d'offres, sont :

En cas de levée de l'interdiction de fermeture par l'administration de la faculté, l'ouverture des centres de tirages sera immédiate, faute de quoi il sera appliqué une pénalité de 100 dhs par jours de fermeture.

Une pénalité journalière de 200 dh pour jour de retard dans l'application des recommandations et observation de la faculté ou tout autre corps de contrôle lors de l'inspection d'une anomalie dans le fonctionnement des centres de tirages;

Une pénalité journalière de 1000dh pour chaque jour de retard dans l'évacuation des locaux de chaque centre de tirages à l'occasion de l'expiration du contrat ;

Une pénalité journalière de 500 dh par jour et par centre de tirage en cas de retard dans la remise en état, et la réparation des locaux détériorés au cas où il sera constaté une détérioration matérielle ou une dégradation de l'état hygiénique liées à l'exploitation.

Toutefois, une pénalité de 2 pour mille sera appliquée au concessionnaire en cas de non satisfaction des autres clauses du contrat.

Le Montant des pénalités accumulées seront plafonnées à 10 % du montant du marché.

ARTICLE 17 : SOUS-TRAITANCE :

Le présent marché est un marché de recette. Pour cela il ne pourra pas faire l'objet de sous-traitance.

Le titulaire ne pourra pas sous-traiter le marché même partiellement.

ARTICLE 18 : NOTIFICATION EN CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de force majeure empêchant le démarrage, l'exploitant doit notifier par écrit au maître d'ouvrage, dans un délai de dix (10) jours, au plus après l'événement, l'existence de la force majeure et ses conséquences. Passé ce délai, la réclamation de l'exploitant n'est pas admise.

Dans le cas où il a été prouvé que les conséquences de la force majeure ont perturbé la réalisation du contrat de gestion, les délais d'exécution de ce dernier seront suspendus et repris par ordre de service.

ARTICLE 19 : DOMICILE DE L'EXPLOITANT

Le (ou les exploitants) est tenus d'élire son domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement. Faute par lui de satisfaire à cette obligation toutes les notifications qui se rapportent au marché lui seront faites dans les bureaux de La Faculté.

ARTICLE 20 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Les droits auxquels peut donner lieu l'enregistrement du marché tels qu'ils résultent des lois et règlements en vigueur, sont à la charge du fournisseur

ARTICLE 21 : RESILIATION DU MARCHE

En cas de résiliation du marché, il sera fait application des dispositions du CCAG- Travaux. La résiliation du marché peut être prononcée dans toutes les conditions et modalités prévues par le décret n°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics, et celles prévues par le CCAG-T.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

ARTICLE 22 : NANTISSEMENT :

Le présent marché est un marché de recette. Pour cela il ne pourra pas être soumis au nantissement.

ARTICLE 23 : LITIGE

Toute contestation ou litige né à l'occasion de la conclusion ou de l'exécution du marché passé à la suite du présent appel d'offres seront de la compétence du tribunal du ressort territorial du siège de la Faculté le statuant en matière administrative.

Fai à Rabat, le... 2.3.FEV. 2024

LE SOUMISSIONNAIRE

Lu et accepté

LE SOUS ORDONNATEUR



Le Doyen de la Faculté
des Sciences

Mohammed REGRAGUI